

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REPÉRAGE AVANT DÉMOLITION DE MATÉRIAUX POUVANT CONTENIR DE L'AMIANTE, DU PLOMB ET/OU DES TERMITES ET DIAGNOSTIC PEMD

PORTANT SUR LA MAISON D'ARRET HISTORIQUE (971)

<i>CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)</i>
--

MAITRISE D'OUVRAGE :

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice
Immeuble Okabe
67 avenue de Fontainebleau
94270 - Le Kremlin-Bicêtre

Sommaire

1. CONTEXTE ET OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE	3
.1. Présentation du projet	3
.2. Objet du marché	5
.3. Visite du site de la Maison d'Arrêt Historique	6
.4. Documents mis à disposition du titulaire	6
2. MISSION 0: VISITE INITIALE DU SITE	7
3. MISSION 1: DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DÉMOLITION.....	7
.1. MISSION 1-1 et 1-2 : REPÉRAGE AMIANTE AVANT DÉMOLITION	7
.2. MISSION 1-3 : PRÉLÈVEMENTS AMIANTE COMPLÉMENTAIRES	9
.3. MISSION 1-4 CONTRÔLES VISUELS DURANT LES TRAVAUX	9
4. MISSION 2: DIAGNOSTIC PLOMB AVANT DÉMOLITION.....	10
.1. MISSION 2-1 ET 2-2 : REPÉRAGE PLOMB AVANT DÉMOLITION.....	10
.2. MISSION 2-3 : PRÉLÈVEMENTS PLOMB COMPLÉMENTAIRES.....	11
5. MISSION 3: DIAGNOSTIC TERMITES AVANT DÉMOLITION.....	12
6. MISSION 4: DIAGNOSTIC PEMD (Produit, Équipement, Matériaux, Déchets)	12
7. MISSION 5: PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES.....	12

1. CONTEXTE ET OBJET DU PRESENT ACCORD-CADRE

.1. Présentation du projet

L'APIJ (Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice) a pour mission, pour le compte du ministère de la justice et de ses établissements publics, de réaliser toute étude et analyse préalable relative aux investissements immobiliers du patrimoine du ministère de la justice.

La **Maison d'Arrêt de Basse Terre historique**, situé en centre-ville de Basse-Terre (97100), fait l'objet d'une **opération de démolition-reconstruction** dont le mandataire du groupement de conception réalisation est BOUYGUES CONSTRUCTION.

Les travaux, engagés en 2020 sur les parcelles adjacentes, ont conduit à la livraison à l'été 2025 de la première partie de la nouvelle Maison d'Arrêt de Basse Terre. Le transfert de l'activité pénitentiaire depuis la MA historique vers la nouvelle maison d'Arrêt est prévu 4e trimestre 2025.

Une fois les locaux de la Maison d'Arrêt historique libérés, s'engagera la **3e phase de travaux « la dépollution et démolition des bâtiments existants de la Maison d'Arrêt historique »** en vue de la construction de la deuxième partie de la nouvelle Maison d'Arrêt de Basse Terre.

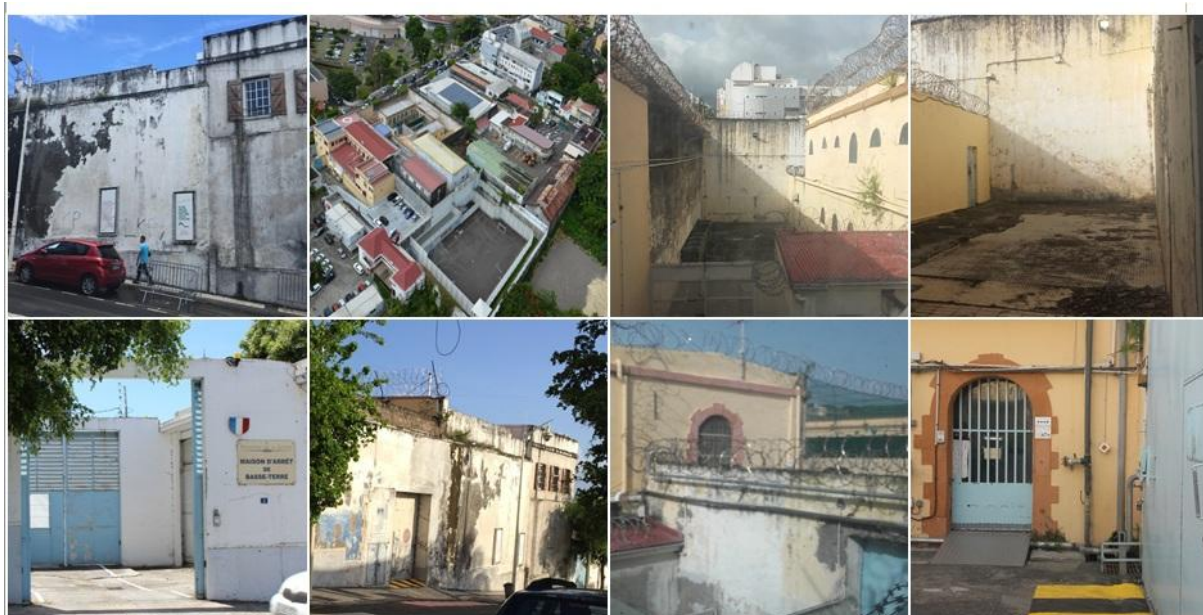


Figure 1 – Photos de la Maison d'Arrêt historique

La Maison d'Arrêt historique de Basse Terre est localisée en centre-ville de Basse-Terre (97100) le long du boulevard Félix Éboué sur les parcelles cadastrales :

- AI.75
- AI.76
- AI.77
- AI.78



Figure 2 - Emprise foncière du projet global (extrait cadastral)

La « Maison d'Arrêt historiques » est composée de plusieurs bâtiments distincts :

- Bâtiments Détention A (R+1),
- Bâtiments Détention B (R+1),
- Bâtiments Détention C (R+2),
- Bâtiment Fonctionnel (R+2),
- Bâtiment de l'Administration (R+2)

Ainsi que des espaces extérieurs :

- Parking extérieur sur 2 niveaux compris rampe d'accès (R+2),
- Plusieurs cours de promenade (en pieds de bâtiments),
- Terrain de sport,
- Chemin de ronde,
- Murs enceinte

Soit une surface totale construite d'environ **4 030 m²** (hors parking aérien et espaces extérieurs).

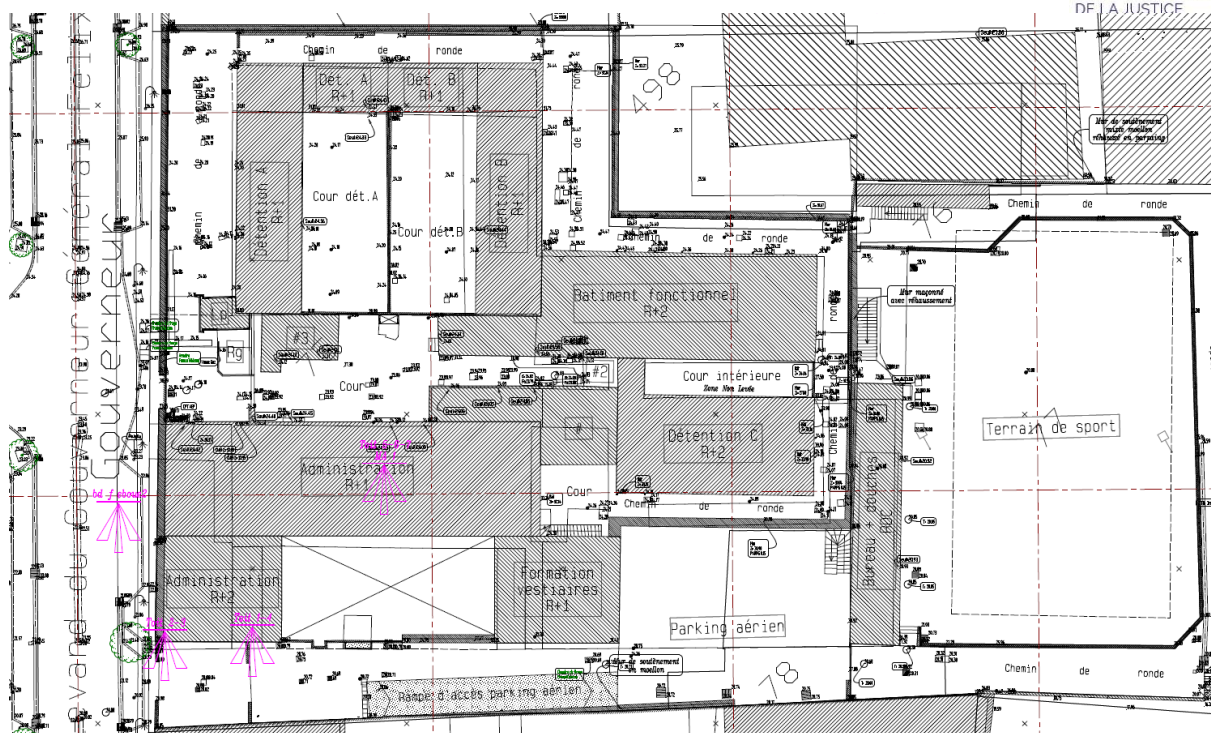


Figure 3 – Plan masse des constructions de la Maison d'Arrêt historique

.2. Objet du marché

Composé d'un ensemble de bâtiments anciens, disparates et vétustes, les analyses précédemment menées (DTA, RAAT et CREP) ont montré que les différents bâtiments et plus particulièrement les bâtiments historiques (murs enceinte, Bâtiment détention A et B et Bâtiment Administration-vestiaires, ...) :

- contiennent de l'amiante : enduits sur murs extérieurs et intérieurs,
- contiennent du plomb : peintures de grilles métalliques, peintures et faïences intérieures, carrelages, ...
- présence de termites constaté à proximité (sur les parcelles adjacentes),

Ces constats justifient aujourd'hui la nécessité de procéder aux « diagnostics obligatoires avant démolition » et ce en vue de pouvoir engagé les travaux de dépollution (travaux de désamiantage, déplombage et déconstruction) sur l'ensemble des constructions des parcelles concernées.

La surface cumulée de plancher dépassant les 1000m², l'obligation du **diagnostic PEMD (Produit, Équipement, Matériaux, Déchets)** est avérée pour cette opération de travaux de démolition. Ce diagnostic doit permettre de déterminer la quantité, la nature, la localisation des matériaux et produits qui engendreront des déchets à recycler et ce accord avec les filières locales disponibles.

La maîtrise d'ouvrage estime à 4 030 m² l'emprise totale des bâtiments et ouvrages à démolir.

Le titulaire doit produire les éléments permettant de statuer sur l'ensemble des constructions de la Maison d'Arrêt historique de Basse Terre.

Le présent marché a pour objet un ensemble de prestations portant sur la réalisation de diagnostics avant démolition, en anticipation de la 3^e phase de travaux, soit les travaux de dépollution et démolition des bâtiments existants de la Maison d'arrêt historique.

L'objectif du maître d'ouvrage est de disposer de l'ensemble des données techniques nécessaires à la correcte définition des travaux de dépollution à engager lors de la phase de travaux n°3.

Le titulaire du marché aura un rôle de conseil. Les diagnostics devront être accompagnés de mesures de prévention à mettre en place. La mission étant destinée à établir les différents diagnostics, états et dossiers réglementaires à destination du maître d'ouvrage.

Les livrables produits dans le cadre de la présente prestation seront transmis à l'ensemble des acteurs en charge des travaux susmentionnés : mandataire du groupement en charge de l'opération de reconstruction de la Maison d'Arrêt de Basse Terre (BOUYGUES CONSTRUCTION), maîtres d'œuvres, entreprises (cotraitants et sous-traitants), CSPS, etc.

Le présent marché confie au titulaire un accord-cadre de prestations intellectuelles au sens de l'article L. 2125-1 du Code de la Commande Publique.

Conformément aux dispositions de l'article L271-6 du code de la construction et de l'habitation, le titulaire doit être certifié avec mention, assuré, indépendant et impartial par rapport aux autres intervenants concernés par les travaux.

.3. Visite du site de la Maison d'Arrêt Historique

Une visite optionnelle de la Maison d'Arrêt de Basse Terre historique sera organisée durant la consultation selon les modalités indiquées à l'article 5 du règlement de consultation.

L'entreprise titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas arguer d'erreurs, de contradictions ou d'oublis au niveau du marché pour refuser de réaliser les travaux ou demander des indemnités ou des prix supplémentaires.

Aucun supplément de prix ne sera accepté.

.4. Documents mis à disposition du titulaire

- Dossier Technique Amiante (DTA) 2020 réalisés par l'établissement pénitentiaire
- Audit de déconstruction pour les travaux de démolition de la Maison d'Arrêt de BASSE-TERRE et des locaux DEAL (rue DUGOMMIER) - 2017
- Plans sommaires des bâtiments et ouvrages à diagnostiquer (format .pdf)
- Relevés de géomètre du site (format .dwg)
- Images du site

2. MISSION 0 : VISITE INITIALE DU SITE

La **mission 0** a pour objet la prise connaissance du site, et des conditions d'interventions pour aboutir à la planification des interventions afin d'exécuter les missions suivantes :

- **Mission 1 : Diagnostics amiante avant démolition et examen visuels après travaux**
 - 1-1 : Réalisation des prélèvements des MPCA pour analyses amiante en laboratoire
 - 1-2 : Production d'un rapport de synthèse type RAAD, compris toutes annexes
 - 1-3 : Prélèvements amiante complémentaires nécessaires
 - 1-4 : Examens visuels après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante
- **Mission 2 : Diagnostic plomb avant démolition**
 - 2-1 : Réalisation des mesures de détection du plomb ou prélèvements d'échantillons pour analyses en laboratoire
 - 2-2 : Production d'un rapport de synthèse type CREP, compris toutes annexes
 - 2-3 : Prélèvements plomb complémentaires
- **Mission 3 : Diagnostic termites avant démolition**
 - Inspections sur site pour déceler la présence de termites et autres xylophages
 - Production d'un rapport pour attester ou non de la présence des nuisible compris toutes annexes
- **Mission 4 : Diagnostic PEMD (Produit, Équipement, Matériaux, Déchets)**
 - Production d'un rapport de diagnostic PEMD (Produit, Équipement, Matériaux, Déchets)

Cette mission sera l'occasion de préciser les travaux préparatoires nécessaires pour mener à bien les missions M1-M4. Le titulaire alerte le maître d'ouvrage sur toutes les études spécifiques à mettre en œuvre pour affiner l'analyse d'une problématique identifiée.

Du fait de sa qualification, il appartient au titulaire de prévoir dans le détail toutes les sujétions des prestations nécessaires à la parfaite réalisation de son marché. Il tient compte des impératifs du site et met sur site les équipes nécessaires afin de respecter les délais convenus.

L'intervention se fait en coordination avec les services occupants de manière à minimiser la gêne. Le titulaire coordonne son intervention, en particulier ses horaires de travail, avec le maître d'ouvrage.

3. MISSION 1 : DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DÉMOLITION

.1. MISSION 1-1 et 1-2 : REPÉRAGE AMIANTE AVANT DÉMOLITION

La mission a pour objet la réalisation d'une recherche d'amiante avant démolition au sens du décret n° 2017-899 du 9 mai 2017.

Le titulaire doit obligatoirement posséder les qualifications et certifications nécessaires pour le repérage d'amiante en cours de validité pour cette activité (conformément à l'arrêté du 2 juillet 2018 en vigueur définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic

technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification). Il devra impérativement respecter la réglementation en vigueur.

En cas d'évolution réglementaire pendant la durée du marché public, le titulaire devra immédiatement informer le Maître d'Ouvrage et prendre en compte cette évolution.

L'objectif du diagnostic amiante avant démolition est d'obtenir un document conformément aux articles R 1334-19, articles R 1334-19 et R 1334-29-4 à 1334 -29-6 et R.1334-27 du Code de la Santé Publique et à l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Le rapport devra faire état de l'ensemble des éléments obligatoires, au vu des réglementations et normes applicables, et plus particulièrement les éléments suivants :

- les informations générales relatives à la mission et au site concerné
- les conclusions du rapport
- les conditions de réalisation du repérage
- les fiches d'identification et de cotation des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un prélèvement
- les plans détaillés et photos des locaux avec localisation des lieux de prélèvements et repérage des matériaux contenant de l'amiante. NB : Les plans devront transcrire de manière extrêmement claire et précise les résultats de l'ensemble des prélèvements et les limites de l'emprise de chaque matériau amianté. Des détails, des coupes et des façades devront être produits si les plans ne suffisent pas à la bonne compréhension du repérage.
- les grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante.
- les procès-verbaux des analyses précisant la présence ou l'absence d'amiante dans les échantillons prélevés.
- les consignes générales de sécurité à l'égard de ces matériaux et produits, notamment les procédures d'intervention, de gestion et d'élimination.

Le rapport de repérage matériaux contenant de l'amiante (compris rapports d'analyse et plans de repérage) devront permettre à l'entreprise de désamiantage de pouvoir rédiger son plan de retrait.

Le titulaire s'engage sous sa responsabilité à proposer le juste nombre de prélèvements META et MOLP nécessaires au diagnostic amiante et représentatifs de l'état des lieux pour chaque zone homogène.

Les échantillons prélevés seront alors transmis directement par le titulaire sous sa responsabilité au laboratoire d'analyse. L'ensemble des analyses en laboratoire doit être réalisé par un laboratoire accrédité par le COFRAC.

En cas de difficultés ou d'imprévu, ceux-ci seront consignés dans un pré-rapport et feront alors l'objet d'investigations complémentaires demandés par la maîtrise d'ouvrage afin de finaliser le rapport de repérage.

Les visites et prospections du site nécessaires sont incluses dans la mission.

Les équipements de protection de ses intervenants sont à la charge du titulaire.

L'ensemble de ces exigences est directement applicable aux éventuels sous-traitants.

.2. MISSION 1-3 : PRÉLÈVEMENTS AMIANTE COMPLÉMENTAIRES

Durant le chantier de dépollution, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter le titulaire afin de réaliser des prélèvements amiante complémentaires (MOLP et META) suite aux recommandations du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Le titulaire devra mettre à jour le rapport de la mission M1 suite aux nouveaux résultats si nécessaire.

La mission comprend :

- M 1-3.1 un nombre de prélèvements MOLP (microscope optique à lumière polarisée) et analyse indiquée sur le bon de commande ;
- M 1-3.2 un nombre de prélèvements META (microscope électronique à balayage analytique) et analyse indiquée sur le bon de commande ;
- M 1-3.3 le déplacement sur place, en jours ouvrés entre 8h et 18h ;
- M 1-3.4 la mise à jour du rapport pour moins de 10 prélèvements ;
- M 1-3.5 la mise à jour du rapport pour plus de 10 prélèvements.

Le titulaire s'engage sous sa responsabilité à proposer le juste nombre de prélèvements META et MOLP nécessaires au diagnostic amiante et représentatifs de l'état des lieux pour chaque zone homogène.

Les prélèvements et analyses seront engagés par l'intermédiaire de bons de commandes spécifiques établis sur la base des prix unitaires fixés en annexe 2 de l'acte d'engagement.

Les échantillons prélevés seront alors transmis directement par le titulaire sous sa responsabilité au laboratoire d'analyse. L'ensemble des analyses en laboratoire doit être réalisé par un laboratoire accrédité par le COFRAC.

Le document original des résultats d'analyses sera annexé au rapport de repérage de la mission M1-2.

Dans tous les cas, le nombre de prélèvements qui seront effectivement réalisés ne doivent pas dépasser les quantités estimées et commandées par le bon de commande et le titulaire sera rémunéré en fonction du nombre de prélèvements réellement réalisés.

Le titulaire aura pour obligation de respecter les délais prévus pendant toute la durée des travaux en ce qui concerne : la mise en place des équipements de prélèvements (y compris en zone confinée) et la remise des résultats d'analyse.

Le titulaire s'engage à intervenir dans les 72 heures suivant la demande du pouvoir adjudicateur. Le rapport est à remettre au pouvoir adjudicateur sous 1 semaine à compter de la visite.

Le titulaire, lors de ses interventions en zone confinée devra se soumettre aux modalités, consignes et obligations réglementaires en ce qui concerne les procédures d'entrée, de séjours et de sortie de la zone confinée. Les opérateurs du titulaire intervenant en zone confinée devront impérativement présenter aux entreprises de désamiantage un certificat d'aptitude médicale à jour précisant l'absence de contre-indication au port des équipements de protections individuelles.

Les équipements de protection de ses intervenants (équipements respiratoires, combinaisons jetables, sur-bottes, gants, etc.) sont à la charge de l'entreprise de désamiantage.

.3. MISSION 1-4 CONTRÔLES VISUELS DURANT LES TRAVAUX

Durant le chantier désamiantage prévu lors des travaux de la phase n°3, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter le titulaire afin de réaliser des contrôles visuels de 1^{ère} restitution (avant déconfinement) et 2nd restitution (après déconfinement).

La mission comprend :

- M1-4.1 un contrôle visuel de 1^{ère} restitution et rédaction du rapport d'intervention ; y compris le déplacement sur place, jours ouvrés entre 7h et 18h;
- M1-4.2 un contrôle visuel de 2nd restitution et rédaction du rapport d'intervention ; y compris le déplacement sur place, jours ouvrés entre 7h et 18h;
- M1-4.3 un contrôle visuel complémentaire si absence de validation de l'étape et mise à jour du rapport ; y compris le déplacement sur place, jours ouvrés entre 7h et 18h;

Le titulaire remettra son rapport relatif au contrôle visuel sur support informatique ;

Le rapport est à remettre au pouvoir adjudicateur sous 6 jours à compter de la visite, qui aura lieu au maximum 4 jours ouvrés après la notification du bon de commande.

Le titulaire, lors de ses interventions en zone confinée devra se soumettre aux modalités, consignes et obligations réglementaires en ce qui concerne les procédures d'entrée, de séjours et de sortie de la zone confinée. Les opérateurs du titulaire intervenant en zone confinée devront impérativement présenter aux entreprises de désamiantage un certificat d'aptitude médicale à jour précisant l'absence de contre-indication au port des équipements de protections individuelles.

Les équipements de protection de ses intervenants (équipements respiratoires, combinaisons jetables, sur-bottes, gants, etc.) sont à la charge de l'entreprise de désamiantage.

4. MISSION 2 : DIAGNOSTIC PLOMB AVANT DÉMOLITION

.1. MISSION 2-1 ET 2-2 : REPÉRAGE PLOMB AVANT DÉMOLITION

La mission a pour objet la réalisation d'une recherche de plomb avant travaux au sens de l'arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb ;

Le rapport devra faire état de l'ensemble des éléments obligatoires, au vu des réglementations et normes applicables, et plus particulièrement les éléments suivants :

- les résultats des examens, le récapitulatif des observations
- le recensement des points critiques au regard de la présence de plomb dans les peintures
- les plans détaillés et photos des locaux avec localisation des lieux de prélèvements et repérage des matériaux. NB : Les plans devront transcrire de manière extrêmement précise les résultats de l'ensemble des prélèvements et les limites de chaque matériau plombé.
- l'énumération des sources potentielles de contamination
- la description des mesures à prendre, des moyens à mettre en œuvre pour remédier à la présence de plomb avant travaux

Le rapport de repérages matériaux contenant du plomb (compris rapports d'analyse et plans de repérage) devront permettre de définir avec précision le périmètre des travaux et techniques de déplombage à prévoir.

En cas de difficultés ou d'imprévu, ceux-ci seront consignés dans un pré-rapport et feront alors l'objet d'investigations complémentaires demandés par la maîtrise d'ouvrage afin de finaliser le rapport de repérage.

Le titulaire remettra son rapport relatif à la recherche de plomb sur support informatique ;

Les visites et prospections du site nécessaires sont incluses dans la mission.

Les équipements de protection de ses intervenants sont à la charge du titulaire.

.2. MISSION 2-3 : PRÉLÈVEMENTS PLOMB COMPLÉMENTAIRES

Durant le chantier de dépollution, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter le titulaire afin de réaliser des prélèvements plombs complémentaires suite aux recommandations du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre.

Le titulaire devra mettre à jour le rapport de la mission M2-1 suite aux nouveaux résultats si nécessaire.

Certains de ces prélèvements, dont l'objectif est d'identifier la présence de plomb dans les poussières, se feront au moyen de mesures « lingettes » en application de la norme Afnor NF X46-032.

La mission comprend :

- M 2-3.1 un nombre de prélèvements et analyse indiquée sur le bon de commande ;
- M 2-3.2 un nombre de mesures « lingettes » plomb et analyse indiquée sur le bon de commande ;
- M 2-3.3 le déplacement sur place, en jours ouvrés entre 8h et 18h ;
- M 2-3.4 la mise à jour du rapport pour moins de 10 prélèvements ;
- M 2-3.5 la mise à jour du rapport pour plus de 10 prélèvements.

Le titulaire s'engage sous sa responsabilité à proposer le juste nombre de prélèvements et de mesures « lingettes » nécessaires au diagnostic plomb et représentatifs de l'état des lieux pour chaque zone homogène.

Les prélèvements et analyses seront engagés par l'intermédiaire de bons de commandes spécifiques établis sur la base des prix unitaires fixés en annexe 2 de l'acte d'engagement.

Les échantillons prélevés seront alors transmis directement par le titulaire sous sa responsabilité au laboratoire d'analyse.

Le document original des résultats d'analyses sera annexé au rapport de repérage de la mission M2-2.

Dans tous les cas, le nombre de prélèvements et de mesures « lingettes » qui seront effectivement réalisés ne doivent pas dépasser les quantités estimées et commandées par le bon de commande et le titulaire sera rémunéré en fonction du nombre de prélèvements et de mesures « lingettes » réellement réalisés.

Le titulaire aura pour obligation de respecter les délais prévus pendant toute la durée des travaux en ce qui concerne : la mise en place des équipements de prélèvements (y compris en zone confinée) et la remise des résultats d'analyse.

Le titulaire, lors de ses interventions en zone confinée devra se soumettre aux modalités, consignes et obligations réglementaires en ce qui concerne les procédures d'entrée, de séjours

et de sortie de la zone confinée. Les opérateurs du titulaire intervenant en zone confinée devront impérativement présenter aux entreprises de déplombage un certificat d'aptitude médicale à jour précisant l'absence de contre-indication au port des équipements de protections individuelles.

Les équipements de protection de ses intervenants (équipements respiratoires, combinaisons jetables, sur-bottes, gants, etc.) sont à la charge de l'entreprise de déplombage.

5. MISSION 3 : DIAGNOSTIC TERMITES AVANT DÉMOLITION

Le rapport du **diagnostic termites avant démolition** devra attester ou non de la présence de termites et/ou autres xylophages.

Cette information sera reportée au **diagnostic PEMD (Produit, Équipement, Matériaux, Déchets)** pour définir les conditions de traitements des matériaux contaminés.

Le titulaire aura pour obligation de respecter les délais prévus pendant toute la durée des travaux en ce qui concerne : la mise en place des équipements de prélèvements (y compris en zone confinée) et la remise des résultats d'analyse.

6. MISSION 4 : DIAGNOSTIC PEMD (Produit, Équipement, Matériaux, Déchets)

Le rapport du **diagnostic PEMD (Produit, Équipement, Matériaux, Déchets)** devra fournir les informations (nature, quantité) relatives aux produits, équipements, matériaux et déchets attendus de cette opération de démolition en vue, en priorité, de leur réemploi ou, à défaut, de leur valorisation par les filières locales.

Ce rapport viendra compléter l'audit de déconstruction produit en 2017.

7. MISSION 5 : PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Pour les prestations complémentaires non comprises dans les missions M1 à M4, prescrites par marchés subséquents, le pouvoir adjudicateur, lors de la survenance du besoin, adressera au titulaire de l'accord-cadre les caractéristiques et les modalités d'exécution de la mission à exécuter, non fixées dans l'accord-cadre, et lui demandera d'établir une offre opérationnelle et financière. Il s'agira principalement du traitement ponctuel de questions spécifiques en lien avec l'objet de l'accord-cadre. Les marchés subséquents sont traités à prix forfaitaires. La date limite de réception de cette offre sera précisée dans la demande.

L'offre du titulaire sera établie en appliquant soit les prix unitaires figurant dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement relative au bordereau des prix unitaires ; les durées d'intervention seront négociées entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

L'offre du titulaire devra être datée et signée. Cette proposition sera validée par le pouvoir adjudicateur donneur d'ordre, par la conclusion et la notification au titulaire du marché subséquent correspondant. Les marchés subséquents, préciseront notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du marché subséquent ;
- Les modalités et les délais d'exécution ;
- Les caractéristiques des prestations à réaliser ainsi que les quantités ;
- Le montant.

Le titulaire s'engage à adresser une offre à l'ensemble des marchés subséquents.

Cette obligation s'applique notamment dans le cas où l'APIJ lance plusieurs marchés subséquents aux mêmes dates. En cas d'absence de réponse ou de réponse irrégulière, inacceptable ou inappropriée, faisant suite à une invitation à remettre une offre, le pouvoir adjudicateur concerné se réservera le droit de conclure un marché portant sur la mission concernée hors du présent accord-cadre.